Province de NAMUR

Séance du : **20 novembre 2025**

Commune de FERNELMONT

Présents : Madame Pascale JAVAUX, Présidente du CPAS;
Monsieur Jean RIGUELLE, Madame Séverine HOQUEZ, Madame Zoé GOFFINON, Monsieur Aurélien NOEL, Madame Anaëlle Cuvelier, Monsieur David FAUCON, Monsieur L. LAMBERT, Conseillers du CPAS;

Madame Christelle PLOMTEUX, Bourgmestre;
Madame Anne PARADIS, Monsieur Didier DELATTE, Monsieur M. SOMVILLE, Échevins;
Monsieur Tristan COOLEN, Monsieur Marc TARGEZ, Monsieur Louis HOUBOTTE, Monsieur Laurent HENQUET, Madame Francine DESMEDT, Monsieur Pierre LICOT, Monsieur Tommy PERMIGANAUX, Monsieur Pierre-Olivier RENNOTTE, Monsieur Quentin PURNODE, Monsieur Gauthier MAHAUX, Madame Laurence GRANVILLE, Monsieur Jean-Marie MAECK, Madame Laura MAHIEU, Conseillers;

Madame Cécile DEMAERSCHALK, Directrice Générale.
Madame Sophie PITANCE, Directrice Générale f.f.

Absents : Monsieur Nicolas HUBERTY, Conseillers du CPAS;
Monsieur Vincent DETHIER, Échevins;
Madame I. DUBOIS, Directrice Générale du CPAS.

La séance est ouverte à 19h00.

EN SÉANCE PUBLIQUE

1. Rapport annuel 2025 des synergies Commune - CPAS : communication.

VU l'article 26bis § 6 de la Loi Organique des C.P.A.S. prévoyant que «*Le directeur général de la commune et le directeur général du centre public d'action sociale ressortissant de son territoire établissent conjointement et annuellement un projet de rapport sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le centre public d'action sociale. Lorsque le CPAS et la commune se sont dotés d'un directeur général adjoint commun chargé de la gestion des synergies, celui-ci participe à l'établissement du projet de rapport. Ce projet de rapport est également relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du centre public d'action sociale et de la commune.*
Le projet de rapport visé à l'alinéa 1er est soumis à l'avis des comités de direction de la commune et du centre réunis conjointement, visés à l'article 42, § 3, alinéa 5, puis présenté au comité de concertation qui dispose d'une faculté de modification.
Le projet de rapport visé à l'alinéa 1er est ensuite présenté, et débattu lors d'une réunion annuelle commune et publique du conseil communal et du conseil de l'action sociale au cours de laquelle des modifications peuvent être apportées. Le rapport est ensuite adopté par chacun des conseils. Une projection de la politique sociale locale est également présentée en cette même séance. Cette réunion annuelle se tient avant l'adoption des budgets du centre public d'action sociale et de la commune par leurs conseils respectifs."
VU l'article L1122-11 du CDLD;
VU le projet de rapport 2025 sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le centre

public d'action sociale, établi par les Directrices générales de la Commune et du CPAS;
VU le Codir commun du 03/11/2025, émettant un avis favorable au projet de rapport;
VU le procès-verbal de la réunion de concertation Commune-CPAS du 04 novembre 2025;
VU le projet de rapport annuel synergies 2025 définitif tel que rédigé en annexe;

Fernelmont – Rapport annuel sur les synergies – Année 2025

Préalable

Avis

1. **Avis remis par le comité de concertation en séance du 04 novembre 2025**

A l'unanimité, le comité de concertation émet un avis favorable sur le rapport sur les synergies – Année 2025.
Pas de remarques énoncées.

Réunion conjointe du Conseil communal et du Conseil de l'action sociale : rapport annuel.

I. Introduction

En adoptant les décrets du 19 juillet 2018 intégrant le renforcement des synergies dans la Loi du 08 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale et dans le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la Wallonie a fait en sorte que ses communes et CPAS puissent renforcer les synergies entre eux sur base volontaire.

Par ailleurs, le Gouvernement Wallon a communiqué sur sa volonté de voir les CPAS intégrer les communes, sous différentes conditions, d'ici à l'horizon 2030. Actuellement, aucun texte légal n'ayant été publié, la Commune et le CPAS ont décidé via un PST commun de renforcer encore ces synergies.

En période de crise économique, les synergies entre pouvoirs publics apparaissent comme une démarche de bon sens répondant au double objectif de rationalisation des dépenses et de bonne gouvernance.

La mise en place des synergies n'est **pas une finalité** mais un **moyen** qui doit servir la stratégie globale de l'activité locale. C'est la raison pour laquelle elles s'inscrivent pleinement dans le plan stratégique transversal.

Sur le terrain, la mise en place de synergies a pris des formes diverses, et d'envergure variable : marchés publics communs, adhésion à une centrale d'achats, mise à disposition de personnel, échange de savoirs ou encore prêt d'équipements, … La liste des expériences présentées lors des années précédentes atteste des nombreuses déclinaisons que peuvent prendre les synergies.

Si ces collaborations renforcées engendrent des économies d'échelle, elles ont aussi un impact positif sur les relations de travail : une réelle stratégie **win-win** au bénéfice des institutions partenaires mais aussi des citoyens peut se développer. Chaque entité travaille au bien commun selon ses compétences spécifiques.

Par ailleurs, la logique qui sous-tend le Programme Stratégique Transversal (PST) encourage

incontestablement l'approfondissement des synergies entre les partenaires.

A cet égard, les synergies ne se limitent pas aux collaborations entre les communes et les CPAS. En effet, les synergies entre CPAS et entre communes vont dans le même sens et sont à développer : pour faire face aux demandes des usagers qui sont spécifiques au territoire, il n'est pas rare que des CPAS ou des communes s'associent pour tenter d'y apporter les meilleures solutions.

Il semble important de préciser que les décrets du 19 juillet 2018 visant le renforcement des synergies s'appliquent tant aux synergies construites entre le CPAS et la Commune, qu'**entre CPAS** ou **entre Communes**.

Les décrets du 8 décembre 2005 modifiant le Code de la Démocratie Locale et la Loi organique des C.P.A.S. ont instauré, dans cet esprit, la présence du Président du C.P.A.S. au sein du Collège communal et l'élaboration, par le comité de concertation CPAS - Commune, d'un rapport annuel sur les synergies existantes et à développer entre la Commune et le Centre Public d'Action Sociale.

Fort des **expériences pilotes** menées, auxquelles Fernelmont a participé, le décret du 19 juillet 2018 intégrant le renforcement des synergies dans le code de la démocratie locale et dans la loi organique fixe quant à lui le **cadre juridique** pour développer des synergies entre la commune et le CPAS du même ressort territorial.

Par essence, la Commune et le C.P.A.S. partagent le **même territoire** d'action, œuvrent pour la **même population** et consacrent ensemble les ressources disponibles pour répondre aux besoins des citoyens.

Loin d'être deux structures publiques concurrentielles, Commune et CPAS sont **complémentaires** en exerçant des compétences propres en réponse aux missions qui leur sont confiées par la loi et dictées par l'intérêt général. Ce sont principalement dans le cadre des **services support** que les réflexions doivent se poser. Néanmoins, il y a lieu **d'être attentif aux plus-values réelles** apportées par les synergies et d'éviter les contre-effets.

Les décrets intégrant le renforcement des synergies dans le CDLD et la loi organique ont pour ambition de contribuer à l'implémentation d'une **gouvernance locale** centrée sur l'action où les acteurs locaux mutualisent aux mieux leurs ressources pour accroitre et améliorer le service au public.

Dans ce cadre, les directeurs généraux des deux institutions établissent conjointement et annuellement un projet de **rapport sur l'ensemble des synergies existantes** et à développer entre eux. C'est par le biais d'une convention que la commune et le CPAS règlent les modalités juridiques et organisationnelles des synergies.

Le Gouvernement Wallon a fixé le canevas du rapport annuel sur les synergies en trois parties :

-le tableau de bord des synergies ;

-le tableau de programmation des synergies projetées et une grille d'évaluation du niveau de rassemblement des services support (matrice de coopération) ;

-la liste des marchés publics conjoints.

Ce canevas du rapport est entré en vigueur à partir du renouvellement des conseils de l'action sociale à la suite des élections communales du 14 octobre 2018.

II. Tableau de bord des synergies existantes

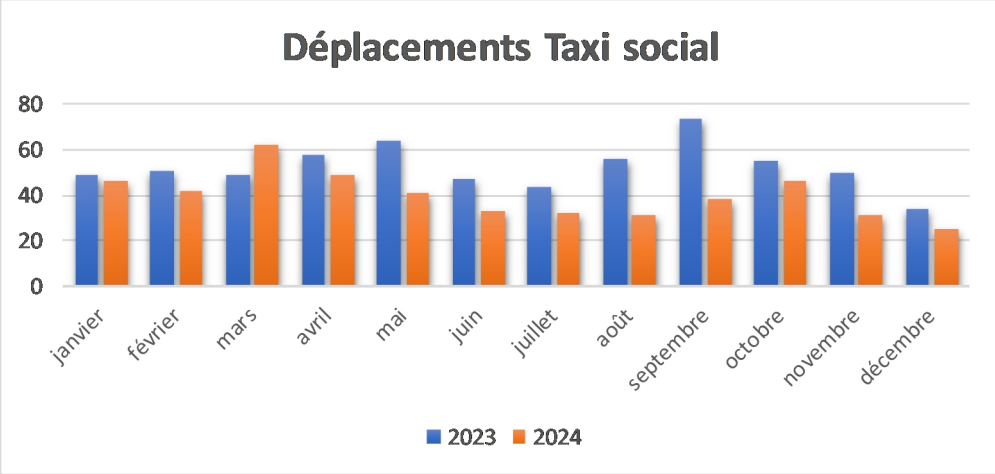
Objet	Objectif	Mode opératoire (délégatif/ coopératif)	Pilote (CPAS/AC)	Responsabilité administrative	Historique/réalisation	Résultat
Regroupement géographique	Mise à disposition de locaux pour bureaux aux services administratifs du CPAS	Délégatif	AC	DG	Ce regroupement trouve sa source dans le besoin de disposer de locaux supplémentaires, plus fonctionnels, plus accessibles et plus accueillants ; le regroupement est effectif depuis mai 2012.	Atteint à 100%
	Mise à disposition de locaux pour le service cuisine	Délégatif	AC	DG	Mise à disposition d'un bâtiment communal	Réalisé à 100 %
Services	Mobilité	Délégatif	CPAS	DG	Le CPAS a étoffé l'offre du taxi social, dans le cadre du PST et du PCDR communal courant 2019 pour répondre le plus adéquatement possible aux besoins de mobilité des habitants de Fernelmont. En effet dans le courant de l'année 2019, comme le CPAS avait de plus en plus de difficultés à pouvoir satisfaire toutes les demandes réservées aux déplacements pour raison médicale, via les bénévoles, une nouvelle catégorie de déplacements individuels a été créée, et un ouvrier polyvalent mi-temps est venu renforcer le transport de personnes dans le cadre du service taxi social. Les transports sont les suivants :	Réalisé à 100 %

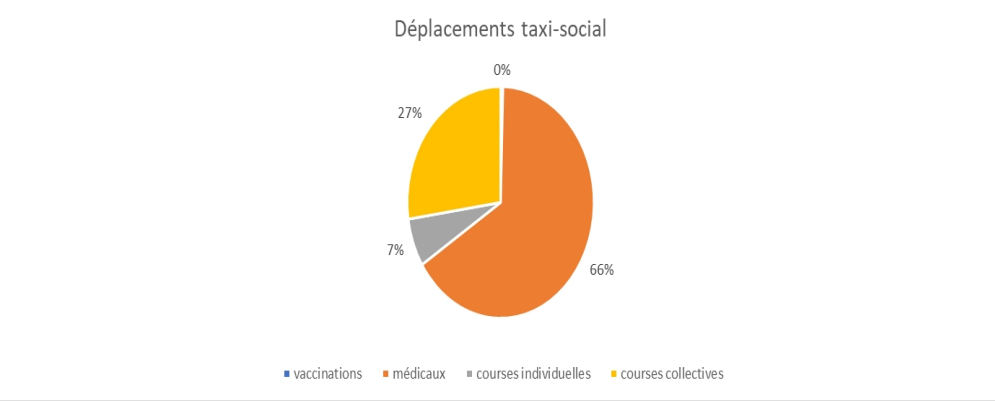
					• **<u>Le transport individuel avec un chauffeur du CPAS ou des bénévoles</u>** Les demandes transitent par le C.P.A.S. qui est le seul habilité à recevoir la demande et à juger de sa recevabilité, à la transmettre éventuellement aux bénévoles, à facturer les frais de déplacement à l'usager. L'intervention kilométrique est de 0,4312€. Elle est prise en charge par le C.P.A.S. dans certains cas, récupérable auprès des bénéficiaires dans la plupart du temps. En 2019, 216 déplacements En 2020, 183 déplacements (- 3 mois sans déplacements médicaux en raison de la crise sanitaire) En 2021, 485 déplacements En 2022, 489 déplacements En 2023, 509 déplacements **En 2024, 479 déplacements** **En 2025, 448 déplacements au 15/10/2025** La moyenne de 2010 à 2015 était de 100 déplacements, il est à noter que nous avons une augmentation, au 31 décembre 2023 de **409 %** par rapport à 2015.	

					• **<u>Le transport collectif</u>** Un minibus comportant des emplacements publicitaires permettant son financement : fruit d'un partenariat entre la Commune, le CPAS et la société Visiocom sillonne depuis le premier trimestre 2011 la commune et la région pour le transport des personnes âgées vers les commerces, les points « postes », les pharmacies, l'administration communale, … Le minibus est utilisé chaque semaine le mardi matin, le mercredi matin et 2 vendredis par mois pour le transport des aînés vers les pharmacies, banques, poste et commerces de l'entité. Ce minibus est aussi mis à la disposition de la Commune dans le cadre de différentes activités plus ponctuelles comme les classes vertes des écoles communales, les activités sportives à destination des élèves des écoles de l'entité, le stage différencié, les cours d'informatique pour demandeurs d'emploi,… etc. Cette opération est renouvelée avec la société	

Idéa, et un véhicule est opérationnel depuis le 10/02/2022.

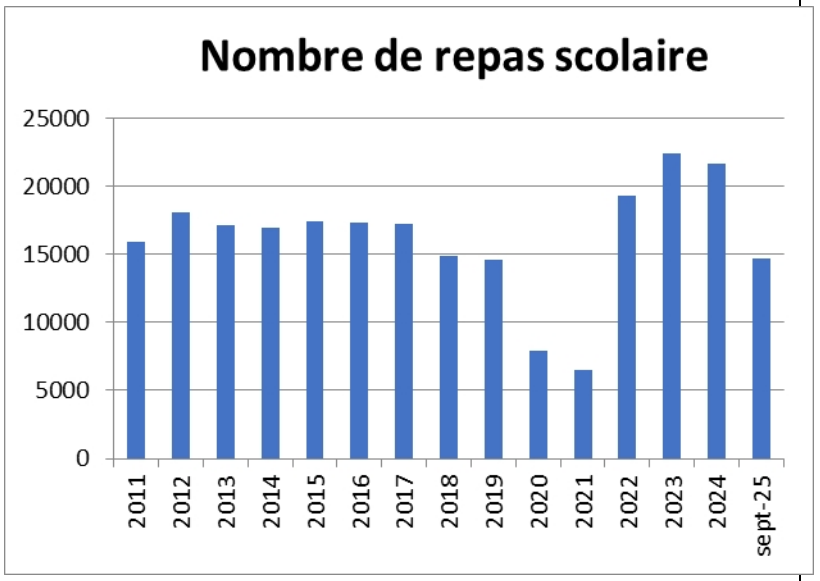
Déplacements taxi-social du 01/01/24 au 31/12/2024





<table>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Il s'agit de tous les déplacements confondus (vaccination, transports médicaux, courses collectives et courses individuelles).
En ce qui concerne les transports récurrents, depuis 2022, ceux-ci ne sont plus pris en charge en totalité.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Scolaire</td>
<td>Coopératif</td>
<td>CPAS/ Commune</td>
<td></td>
<td>Le C.P.A.S possède un service de confection de repas qui fournit quotidiennement en période scolaires les repas aux écoles communales de l'entité.
Le service cuisine du CPAS de Fernelmont bénéficie d'une agréation AFSCA
Depuis le 01.01.2023, les repas scolaires sont facturés à 3,80 € (3,20 auparavant), le litre de potage à 3 € (2 € auparavant).
<table>
<tr><th colspan="2">SRS</th></tr>
<tr><td>2019</td><td>14577</td></tr>
<tr><td>2020</td><td>7907</td></tr>
<tr><td>2021</td><td>6517</td></tr>
<tr><td>2022</td><td>19307</td></tr>
<tr><td>2023</td><td>22422</td></tr>
</table>
</td>
<td>Réalisé à 100 %</td>
</tr>
</table>

2024	21693
sept-25	14740



Evolution du nombre d'élèves dans les écoles desservies :
2019 : 981 élèves
2020 : 969 élèves
2021 : 932 élèves
2022 : 922 élèves
2023 : 892 élèves
2024 : 917 élèves

L'augmentation des repas scolaires n'est apparemment pas en corrélation avec l'évolution de la population scolaire.

Enfin, un groupe de travail commun a été constitué dans le cadre du Green deal, le CPAS étant

<table>
<tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>considéré comme cuisine collective et la Commune comme organisateur.</td><td></td></tr>
<tr><td></td><td>Enfance</td><td>Coopératif</td><td>CPAS</td><td>Service d'insertion</td><td>Une collaboration supplémentaire est née depuis 2020 entre l'ADEPS, le RCA Fernelmont Sport Culture et le CPAS pour offrir des stages gratuits au hall omnisport aux enfants défavorisés, identifiés par le CPAS.</td><td>En cours</td></tr>
<tr><td></td><td>Aînés</td><td>Délégatif</td><td>CPAS</td><td>Service social ainés</td><td><u>Services à domicile</u>

Afin de ne pas créer de double emploi et de garantir l'efficacité de l'action, la politique sociale en faveur des personnes âgées est concentrée au sein du CPAS. Cette politique passe notamment par la fourniture de repas chauds à domicile cinq jours par semaine, et par un service d'aide-ménagères occupant six personnes à temps partiel. Ces services aident environ 60 familles sur l'entité.

<u>Repas à domicile</u>

Les prix des repas à domicile varient de 4,75 € à 8 €, ceux-ci étant calculés en fonction des revenus des bénéficiaires.
Vu l'indexation des pensions toutes les personnes paient le tarif de 8 €.

<table><tr><td colspan="2">SRD</td></tr><tr><td>2019</td><td>9319</td></tr><tr><td>2020</td><td>10775</td></tr><tr><td>2021</td><td>10662</td></tr><tr><td>2022</td><td>10395</td></tr><tr><td>2023</td><td>8953</td></tr><tr><td>2024</td><td>10340</td></tr><tr><td>9/25</td><td>6537</td></tr></table></td><td>Réalisé</td></tr>
</table>

Une enquête de satisfaction a été réalisée en 2023 auprès des bénéficiaires du service des repas chauds du CPAS, en voici la conclusion :
- les personnes qui bénéficient du service ont un réel besoin ;
- l'heure de livraison a de l'importance ;
- le passage journalier est fort apprécié ;
- l'importance de l'aspect chaud des repas, en effet certaines personnes ont souligné qu'elles étaient immobilisées ou qu'elles utilisaient peu le micro-ondes.

12 C. Le service d'aides ménagères (8445)

6 aides ménagers (ères) A.P.E. à (3 mi-temps et 3 trois-quarts sont au service de +/- 50 familles.)
Auparavant le tarif horaire variait également en fonction des revenus et se situait entre 6,07 € et 8 €.
Vu l'inflation (augmentation des prix de l'énergie : pas de frais déplacements répercutés sur les bénéficiaires, indexation des salaires, …, les prix ont été augmentés depuis le 01/01/2023, soit 8,50 € par heure.

SAM	
2011	4721

2012	4704
2013	3805
2014	3895
2015	4079
2016	3801
2017	4065
2018	4105
2019	3674
2020	3281
2021	4042
2022	4549
2023	4484
2024	4674
sept-25	3260

Pour rappel, la diminution en 2020 s'explique notamment par la crise sanitaire, en effet au vu des nombreux désistements des bénéficiaires, le service a été fermé du 23 mars au 11 mai 2020.

Service télé-vigilance
Moyennant une location, il permet d'offrir la sécurité aux personnes seules ou handicapées et par ce fait, leur maintien à domicile.
Le C.P.A.S. de Fernelmont prend en charge les deux premiers mois de l'abonnement sur demande.

Prime immondices pour personnes âgées et handicapées :

					Le CPAS octroie une prime destinée à l'allègement de leur facture poubelle dû au poids des langes utilisés par des personnes incontinentes (60,00 € par an et par personne). **<u>Prime communale à l'adaptation du logement occupé par un senior</u>** Le Collège communal peut attribuer une prime pour l'adaptation d'un logement occupé par un senior en vue de faciliter sa vie quotidienne dans ledit logement et de maintenir son autonomie. Par « adaptation », il faut entendre des aménagements destinés à faciliter la vie quotidienne du senior et à maintenir son autonomie. La prime s'élève à 25 % de la somme réellement investie TVA incluse (frais d'achat et d'installation compris) avec un maximum plafonné de prime à 200 € par logement. **<u>« Café Souvenirs »</u>** Le « Café Souvenirs » destiné aux personnes de Fernelmont souffrant de la maladie d'Alzheimer et à leurs aidants proches (conjoints, enfants, aide-familiale, garde-malade,….) est interrompu depuis mars 2020. La maison de repos la Résidence des Source a retiré son partenariat par manque de personnel au sein de la résidence suite à la crise Covid. La collaboration était importante dans l'animation, mais aussi dans le rôle mobilisateur en terme de public. Nous avons suspendu le projet de manière indéterminée. **<u>Le Kit Senior Focus</u>** Ce projet est une initiative du Conseil Consultatif des	

		Coopératif	CPAS/Commune		Ainés de Fernelmont. Le CPAS met à disposition des kits senior Focus. Le kit se compose d'une boite, d'une fiche de renseignements et d'un autocollant. L'autocollant est à apposer à l'intérieur de la porte d'entrée, il permet aux services de secours de connaître la présence de la boîte. La boite est à mettre dans la porte du frigo. Les informations utiles comme le traitement, le médecin traitant, … sont inscrites sur la fiche et celle-ci est placée dans la boîte. Ce kit est utile en cas d'intervention des secours suite à une chute, malaise, ... Grâce au contenu de la boite, la prise en charge est plus facile et rapide. **<u>Inclusion Numérique - thème « Aide aux seniors »</u>** Le CPAS a posé sa candidature pour un Appel à projets 2023 Plan d'Inclusion Numérique - thème « Aide aux seniors ». L'idée serait de mettre en place des formations informatiques d'une demi-journée par mois pour les seniors, ainsi qu'une permanence technique d'une demi-journée par mois pour rencontrer les questions individuelles des seniors. Les sujets des formations peuvent être divers : utiliser internet, utiliser son smartphone, la banque sur internet, les traitements de texte, la sécurité sur l'ordinateur, les photos, les réseaux sociaux, …). Nous sommes dans une commune rurale et la numérisation est grandissante. Les personnes sont de plus en plus isolées. Les seniors sont demandeurs de se numériser, ce qui devient indispensable. Certaines personnes sont inquiètes de voir les guichets de banque disparaitre, la communication, s'informatiser… Des membres du CCCA (Conseil Consultatif Communal des Aînés), nous ont déjà fait la demande	

					d'instaurer ce genre de formations. La Commune a désormais une Maison multiservices à orientation numérique, en activité, équipée du matériel numérique nécessaire à la réalisation d'un tel programme. Depuis 2001, le subside culturel dont dispose le CPAS nous permet d'organiser annuellement une activité culturelle suivie d'un goûter, à destination des personnes de plus de 70 ans qui ont recours d'une façon ou d'une autre aux services du CPAS. Comme l'administration communale se joint au CPAS (synergie), mais qu'il n'est matériellement pas possible d'inviter tous les ainés de la commune, il est de coutume d'inviter aussi les clubs de 3 x 20, les membres du Conseil Consultatif des Aînés et les différents bénévoles. En 2024, **90** personnes ont répondu présentes. **Handicity** Depuis la reprise du pole handicap par le CPAS en 2022, un agent du CPAS a été chargé de remplir le questionnaire « handicity » afin d'obtenir le label. Ce label vise à encourager les communes selon leurs moyens et leurs réalités de terrain, à viser l'intégration des personnes handicapées. Ce label est une motivation pour des petits projets : - sensibilisation au sein de notre CPAS et de notre commune ; - des agents ont suivi une formation FALC (Facile A Lire et à Comprendre) : - l'inscription au DUODAY a été réalisée (accueil d'un stagiaire handicapé le temps d'une journée) …	
	Service de	Coopératif	CPAS	Service	Depuis septembre 2016, un nouveau service a été	Réalisé

	réinsertion socio-professionnelle			réinsertion socio-professionnelle	créé au sein du CPAS de Fernelmont. Celui-ci collabore étroitement avec le personnel communal gérant ces matières, des rencontres ayant déjà eu lieu avec l'Agence Locale pour l'Emploi ainsi que le service Enseignement dans le cadre du recrutement du personnel extra-scolaire. Le service d'insertion socio-professionnelle est ouvert à toute personne demandeuse d'un processus de (ré) insertion sociale et/ou professionnelle. Toutefois, une priorité est donnée aux bénéficiaires du revenu d'intégration sociale et plus particulièrement aux personnes avec lesquelles il y a obligation légale de conclure un projet individualisé d'intégration sociale (PIIS) dans les 3 mois qui suivent leur première demande d'aide financière. Ce service se structure autour de différents axes de travail : -la resocialisation -l'accompagnement -l'orientation -la recherche de formation et d'emploi -la mise au travail notamment via les articles 60§7 et 61 de la loi organique des CPAS L'agent d'insertion met en place un travail de collaboration individualisé avec l'usager en vue d'atteindre l'objectif d'insertion professionnelle sur le long terme. Des séances d'information ont été organisées par la commune en collaboration avec le Cpas et Infor-Jeunes à destination des étudiants et des jeunes chercheurs d'emploi. De même, la Commune organise des séances de	

					formation permis de conduire « laissées ouvertes aux jeunes bénéficiaires de l'aide sociale en cours de réinsertion. »	
	Allocations handicapés	Délégatif	CPAS	Service social	Depuis 2017, une nouvelle procédure de demande « par voie informatique » a remplacé la procédure « papier », celle-ci prend plus de temps et demande un environnement plus confidentiel. C'est pourquoi il revient au CPAS le soin d'introduire ces demandes. En 2019, une prime a été créée par la Commune afin de permettre aux personnes en situation de Handicap d'aménager leur logement avec des équipements adaptés.	En cours
	Eté solidaire	Coopératif	CPAS/AC	Service jeunesse/ Service réinsertion	Le projet Eté solidaire permet d'engager sous contrat étudiant des jeunes ayant postulé à la Commune mais également de jeunes identifiés par le CPAS parmi les publics plus précaires. Durant 10 jours, ils participent à un projet solidaire pour lequel une subvention de la Région Wallonne est perçue. Parmi les projets réalisés, l'objectif est d'y développer également un message de solidarité : aide aux aînés pour travaux de jardinages ou autres, mise en peinture d'espaces publics, rénovation d'aménagements citoyens,… En 2025, 4 jeunes ont pu profiter de ce projet pour réaliser un travail de vacances citoyen.	Réalisé
	Organisation plaines de jeux	Délégatif	CPAS	DG	Des plaines de vacances sont organisées en partenariat avec "Ocarina" durant 4 semaines pendant les vacances d'été et 2 semaines pendant les vacances d'automne. Cette collaboration permet d'offrir aux parents et enfants de l'entité (+/- 100) des stages dont l'animation est de qualité et dont les prix sont très	Réalisé

					abordables. A l'automne 2025, les plaines de vacances n'ont pu être organisées par Ocarina par manque d'animateurs et ne pourront avoir lieu en 2026 également.	
	Permanence juridique	Délégatif	CPAS	DG	Depuis le 01.01.1998, des permanences juridiques gratuites pour un premier conseil juridique sont organisées et ouvertes à tous les Fernelmontois. Elles ont lieu actuellement tous les 1° vendredi de chaque mois à 09heures au sein du C.P.A.S. de Fernelmont.	Réalisé
	Culture	Délégatif	AC	Service culture	Depuis début 2019, un point lecture a été inauguré dans les locaux de la petite école d'Hambraine en partenariat avec la province de Namur. Les bénéficiaires du CPAS peuvent bénéficier d'un tarif préférentiel pour accéder aux diverses activités organisées via l'article 27.	Réalisé
Logement	Mise à disposition de l'étage de la maison de village de Pontillas pour logement de transit	Délégatif	CPAS	DG	Droit de superficie depuis avril 2015.	Réalisé
	Mise à disposition d'un logement de transit sis 3, rue du Calvaire à Marchovelette	Délégatif	CPAS	DG	Vu l'état de délabrement du logement, le Conseil de l'Action Sociale a décidé en sa séance du 19/02/2024 ratifié par le Comité de Concertation du 15/04/2024 : -de ne pas effectuer les travaux, - de ne plus proposer ce bâtiment comme logement de transit, - de renoncer prématurément à l'emphytéose de commun accord et d'entamer les démarches de renonciation du bail emphytéotique ayant pris cours le 01/01/2008 pour une durée de 27 ans. Le Conseil Communal en sa séance du 19/09/2024 a	

					décidé : - de résilier de commun accord le bail emphytéotique intervenu en date du 4 mars 2008 entre la Commune et le CPAS de Fernelmont concernant l'immeuble situé rue du Calvaire 3 à MARCHOVELETTE, et ce sans qu'aucune indemnité ne soit due au CPAS de Fernelmont. L'acte de résiliation a été signé par toutes les parties.	
	Mise à disposition des terrains du CPAS pour la construction des logements sociaux à Hingeon	Délégatif	AC	DG	Ceux-ci sont désormais construits et gérés par la Société de Logement de Service Public de Wallonie « Le Foyer Namurois ».	Réalisé
	Gestion expulsions	Délégatif	AC	Service travaux	En cas d'expulsion, le service travaux se charge de récupérer le matériel nécessaire et de le stocker dans le hall de voirie communal.	Formalisé via les fiches d'interventi on
	Acquisition par le CPAS de 2 logements de transit sis 31-33, rue de la gendarmerie à Noville-Les-Bois	Délégatif	CPAS	DG	L'acquisition par emprunt de deux logements rénovés par le Foyer Namurois sur le site de l'ancienne gendarmerie par le C.P.A.S. a été réalisée. Les actes ont été signés le 05/05/2022. Les deux logements de transit sont opérationnels depuis mi-juillet 2022.	Réalisé
	Habitats modulaires légers pour tous types de	Coopératif	CPAS/Co mmune	DG	Suite à l'accueil des ukrainiens, la commune et le CPAS de Fernelmont ont répondu à un appel à projet de la Région Wallonne permettant de bénéficier de	En cours

	situation nécessitant du logement				deux modules habitats légers gratuitement (un 2 chambres, et un 3 chambres). Dans un premier temps, ces modules sont destinés à accueillir prioritairement des réfugiés ukrainiens, dans la continuité du formidable élan citoyen qui a permis d'accueillir une centaine de réfugiés sur notre commune depuis le début du conflit. Dans un deuxième temps, ces modules resteront propriété de la commune qui les mettra à disposition du CPAS en tant que logements de transit. Les 2 modules ont été livrés et placés le 16 octobre 2024. La mise à disposition et la gestion de ces logements se fait sur le même principe que les logements de transit, les conventions, ROI ont été adaptés. Dans un premier temps, le projet est réservé exclusivement aux ressortissants ukrainiens qui bénéficient de l'attestation de protection temporaire et d'une carte d'identité modèle A . Le statut de protection temporaire accordé aux personnes déplacées suite à l'invasion russe en Ukraine a été prolongé et est valable jusqu'au 4 mars 2026 inclus. Le logement de 3 chambres est occupé par une famille de 6 personnes depuis le 29/09/2025. Le logement de 2 chambres sera prochainement occupé par une autre famille. La gestion des désignations est gérée via la Région Wallonne.	

Gestion dossiers/plans	PCDR	Coopératif	AC	Bureau d'études		Formalisé dans le PCDR
	Plan ancrage	Coopératif	AC	Service logement		Formalisé
	Plan Général d'Urgence et d'Intervention Communal	Coopératif	AC	DG	En date du 19 juin 2014, le Conseil Communal de Fernelmont a adopté son PGUIC, en attribuant le rôle de responsable local de la discipline 2 « Secours médicaux, sanitaires et psychosociaux » au C.P.A.S. de Fernelmont. En novembre 2015, le personnel du C.P.A.S. a participé à une information à l'accueil des impliqués lors d'une situation d'urgence collective dispensée par le service d'intervention psychosociale urgente (Sisu) de la croix rouge de Belgique. En septembre-octobre 2017, la Commune et le CPAS de Fernelmont ont marqué leur accord sur la mutualisation des ressources humaines et matérielles entre les communes d'Andenne Assesse, Ohey et Fernelmont dans le cadre de la gestion et planification d'urgence. La formation BE-Alert a été dispensée aux personnes concernées par la discipline 5, un test a eu lieu en 2018 et 2019 à destination de la population de Fernelmont. En 2020, dans le cadre de la crise Covid, un Plan particulier d'urgence a été établi visant le risque de pandémie. La gestion de crise ayant été réalisée au niveau fédéral, la Commune et le CPAS ont dû mettre en œuvre leurs compétences en matière de communication (D5), de logistique (D4) et d'aide aux impliqués (D2). Dans ce cadre, la mission de la Commune a été principalement un rôle d'information et de communication sur les règles édictées par le	Formalisé

					Fédéral mais également et surtout une mission logistique d'aide au corps médical de la commune afin de leur procurer le matériel de protection nécessaire, au vu des pénuries existantes. La Commune a joué enfin un rôle de centralisation pour l'établissement des mesures de protection du personnel et la fourniture des masques, gels,… Différents protocoles et plans ont été établis. Suite au débriefing de la première vague, il a été décidé de revoir la composition de la cellule de crise communale et d'anticiper la seconde vague. Ce système a été rapidement mis à l'épreuve à la suite d'un incendie à Franc – Warêt ayant nécessité une évacuation de la population et l'ouverture d'un centre d'accueil au hall de sports. Le CPAS et la Commune ont fonctionné en synergie et approvisionné le centre de crise et les secours en boissons et collations. Du matériel a été acquis afin de constituer un stock stratégique général au hall de voirie ainsi que des stocks d'urgence au sein des écoles, le tout afin de gérer une crise quelle qu'elle soit. (Malles comprenant lampes de poche, gels, masques, outils, radios, piles, rubalise, formulaire de gestion des groupes, eau, …) Enfin, les inondations de juillet 2021 ont également été gérées dans le cadre de ce PGUIC. Les services communaux et du CPAS ont fait preuve d'une belle collaboration afin de secourir les populations touchées (repas à domicile, vestiaire, récolte de dons, travaux d'évacuation et de nettoyage, sacs de sable, communication, …) En 2023, un programme d'alerte inondations aux habitations les plus à risque est testé via BE-Alert.	
	Assurances	Coopératif	CPAS/ Commune /CSAF	DG	Les portefeuilles d'assurances de la Commune, du CPAS, du CSAF ont bénéficié d'une mission d'assistance juridique du Bureau Economique de la	Formalisé

					Province de Namur, afin de vérifier et de mettre à jour les couvertures. Sur base de cette réactualisation, un marché visant à renouveler les assurances de la Commune a été attribué fin 2023. Il s'agissait d'une procédure européenne. Vu le panel restreint d'assurances du CPAS, le renouvellement pour celui-ci se fera en interne avec l'appui du service communal des assurances dans le cadre d'une procédure négociée.	
Personnel	Service interne de prévention/ protection au travail	Délégatif	AC	Conseiller en prévention/ SPMT	La Commune et le CPAS ont un service interne commun de prévention et de protection du travail et donc également un conseiller en prévention commun. Fin 2022, un agent PLANU/Conseiller en prévention a été engagé à temps plein, et a été désigné comme conseiller en prévention du service interne commun. Il preste 20 % de son temps de travail pour le CPAS.	Formalisé
	Désignation d'un DF Commun	Coopératif	CPAS	DF	De mai 2018 à juin 2021, l'employé comptable du C.P.A.S. a assumé le poste de Directeur Financier faisant fonction (½ temps C.P.A.S, ½ temps Commune). Depuis le 01 juillet 2021, un DF commun a été désigné à ¾ temps à la commune et ¼ temps au CPAS. La nomination définitive a eu lieu en juillet 2023.	Formalisé
	Appui administratif pour les marchés publics	Délégatif	AC	Bureau d'études	Rédaction et mise en œuvre des cahiers de charges pour les marchés publics CPAS, appels d'offre et rapport d'examen des offres (travaux,…)	En cours
	APE	Coopératif	AC/CPAS	DG	Cession/Réception de 7 points APE	Formalisé
	Formations communes	Coopératif	AC/CPAS		Depuis 2014, des formations communes au personnel de la commune et du C.P.A.S. ont lieu quand les domaines d'activités abordés sont communs : bien-être au travail, logiciel de gestions des salaires, e-RH, pointeuse, 2°pilier de pension, R.G.P.D, gestion de	A formaliser chaque année

					projets,…	
	Un logiciel de gestion du temps de travail a été mis en place au sein des 2 entités en 2018.	Coopératif	AC/CPAS	Service du personnel	Pointeuse et logiciel e-RH	Formalisé
	Service informatique commun	Coopératif	AC/CPAS	Informaticien	Un informaticien a été engagé à mi-temps par la Commune et à mi-temps par la Commune de Ohey. Depuis 2021, il preste désormais à temps plein au sein de la Commune et du CPAS, il travaille pour les deux instances.	Formalisé
	Fête du personnel de janvier	Délégatif	AC	Service REL		Formalisé
	Barbecue de juin	Délégatif	AC	Service REL		Formalisé
Gouvernance	Codir commun 1 x/mois	Coopératif	AC	DG	Une réunion spécifique de Codir restreint est programmée tous les trimestres comprenant les deux DG et le DF commun Ces réunions permettent de renforcer les synergies et d'améliorer la communication.	En cours

III. Tableau des synergies programmées

Objet	Objectif	Mode opératoire (délégatif/ coopératif)	Pilote (CPAS/ AC)	Chargé de mission	Moyens à prévoir	Résultat attendu	Délai
Article 60 §7		Délégatif	CPAS	Service réinsertion		Mise à disposition de personnel chaque fois qu'une opportunité se présente. A titre d'exemple, une personne a été mise à disposition de l'administration communale de Fernelmont « Services travaux-Espaces verts » du 03.11.2022 au 31.08.2023	
Compétences gestion administrative		Coopératif	AC/CPAS	DG		Echanges compétences	2024

IV. Tableau des marchés publics synergisés en cours

Intitulé	Type (Trav-Fourn-Serv)	Mode de passation	Montant	Date d'attribution	Observations
Marchés publics attribués par la Commune					
Fourniture de gasoil de chauffage	Fournitures	Procédure ouverte	201.064,83€ tvac	28/10/2025	
Téléphonie (Fixe et mobile)	Service/fourniture	Procédure négociée sans publicité préalable	18.357,56€ tvac	10 mai 2022	Equipement de la Commune et du CPAS en téléphonie IP centrale + téléphone + licence.

Serveur	Fournitures	Procédure ouverte PNSPP	79.367,53 € tvac 3.836,12€ tvac	29/09/2020 14/02/2023	L'infrastructure informatique communale (serveurs, switches, etc.) est mise à disposition du CPAS gratuitement. Actualisation et sécurisation du serveur applicatif (applications pro Co et CPAS).
Accès internet	Service	Procédure négociée sans publicité	1.120,27 € / mois	28/04/2020	Passage en fibre optique. Abonnement (fibre, explore, Publilink, etc)
Fournitures informatiques	Fournitures	Centrale d'achat DTIC SPW PNSPP	2910,35€ TVAC 1806,23€ TVAC	22/03/2022 25/01/2022	Fourniture de 9 écrans pour le CPAS Remplacement de 3 ordinateurs portables + 3 stations d'accueil + 3 casques audio. 70 licences AC + CPAS
Pointeuse	Fournitures	Procédure négociée sans publicité	22.841,52 €	14/03/2017	
Films solaires	Fournitures	PNSPP	9.706,62 € tvac	05/09/2023	Protections solaires vitrages de la maison communale
Fourniture et entretien du matériel de protection incendie	Fournitures	PNSPP	32.597,40€	04/03/2025	2025-2028
Marchés publics attribués par le CPAS					

Denrées alimentaires	Fournitures	PNSPP	376.000 € hors TVA ou 400.000,00 €, 6% TVA comprise	Décembre 2023	
Véhicules	Fournitures		13.515,70 + 9.842,14 + 9.842,14	Juin 2024	Achat des 3 véhicules en leasing
Assurances	Service	PNSPP	76.800 € (taxes comprises)	21/11/2024	2025 pour 1 an. Renouvelable 2 x 1 an.
Marchés publics attribués en commun					
Instauration d'un régime de pension complémentaire pour le personnel contractuel	Service	Adhésion à la centrale de marché de l'ONSS résiliation au 31/12/2021 – Accord-cadre SFP : effet au 01/01/2022		25/10/2022	Fonds de retraite multi employeurs
Vêtements de travail pour le personnel de la voirie, d'entretien et du CPAS	Fournitures	PNSPP	78.903,98€ TVAC	28/02/2023	2023-2026
Instauration d'un fonds collectif de retraite pour les pensions des mandataires communaux et	Services	PNSPP	20.000 €		En cours

du CPAS					
Reclassement professionnel	Services	PNSPP	2.238,50€	05/03/2024	2024-2027
Prestataire pour les contrôles médicaux	Services	Procédure ouverte	14.740,00€ TVAC (4.364,56€ CPAS)	16/06/2025	2025-2029
Fourniture de carburant en station service pour véhicules et outillage	Fournitures	PNSPP	73.451,57€	07/10/2025	2025-2028

V. Matrice de coopération entre la Commune et le CPAS*

	Marchés publics	**RH**	**Maintenance**	**Informatique**	**Total**
Fonctionnement**	4	3	5	4	16
Management	3	3	3	3	12
Compétences	4	4	4	3	15
Formalisation	4	5	3	3	15
Ressources et outil de gestion	5	4	4	4	17
Total	20	19	19	17	75/100

*Gradation de 0 à 5 avec 0 = Inexistant et 5 optimisé
**Concepts abstraits non précisés dans le guide méthodologique du SPW.

VI. Matrice de coopérations entre CPAS

Coopérations en cours

CPAS partenaire	Objet	Mode opératoire (délégatif/coopératif)	Pilote	Historique/ré
CPAS Eghezée	Service d'insertion sociale grâce à laquelle nos bénéficiaires peuvent bénéficier du service et participer aux ateliers organisés par ce SIS	Délégatif	CPAS Eghezée	Mise en plac 2014 En cours
CPAS Andenne	Convention cadre Forem-CPAS-FSE : projet d'insertion socio-professionnelle dans le cadre du projet Chrysalide qui permet aux bénéficiaires de participer à une formation pour déterminer un projet professionnel et s'engager dans un stage	Délégatif	CPAS Andenne	Mise en plac 2019 En cours
CPAS Eghezée, Héron, Perwez, Ramillies et Wasseiges	Formation permis de conduire théorique gratuite en collaboration avec le COF	Coopératif	CPAS Eghezée	En cours
CPAS Eghezée, Floreffe et Profondeville	Ateliers collectifs module « Estime de Soi » et un module « Image de soi »,	Coopératif	CPAS Eghezée	En cours
CPAS Eghezée, Héron, Perwez, Ramillies et Wasseiges	Ateliers collectifs module « Orientation »	Coopératif	CPAS Eghezée	Mise en plac 2025 En cours
CPAS Ohey	Tuteur énergie	Coopératif	CPAS Fernelmont	Mise en plac 2015 En cours
CPAS Ohey	Plans d'actions préventives en matière d'énergie	Délégatif	CPAS Fernelmont	Mise en plac 2015 En cours

Depuis 2023 nous avons mis en place des modules collectifs en partenariat avec plusieurs services Insertion des CPAS voisins (Eghezee, Wasseiges, Héron, Perwez, Ramilies, …). Module estime de soi via l'Equi -Coaching à Leuze, module permis de conduire théorique via le COF, module Image de soi et module orientation.

VII. Matrice de coopérations entre commune et CPAS de plusieurs entités

Coopérations en cours

CPAS et communes partenaires	Objet	Mode opératoire (délégatif/coopératif)	Pilote	Historique/ré
Communes et CPAS de Burdinne, Wasseiges, Héron, Faimes, Donceel et Fernelmont	Délégué à la protection des données commun dans le cadre du RGPD	Coopératif	CPAS Faimes	Mise en plac 2018

Le Conseil conjoint Commune-C.P.A.S approuve le rapport annuel 2025 relatif aux synergies établi par le Comité de concertation Commune – C.P.A.S.

2. RGPD: présentation

Monsieur Lazarescu, Délégué à la Protection des Données au sein de l'administration communale et du CPAS de Fernelmont, présente les grandes lignes du Règlement Général de Protection des Données que les services communaux et du CPAS sont tenus de respecter. Il aborde la notion de donnée personnelle, qui est concerné, comment s'y conformer.

Le RGPD encadre le traitement des données personnelles sur le territoire de l'UE.
Sont soumis à ce règlement, tous les organismes publics ou privés, établis ou non sur le territoire de l'UE et qui traitent ou sous-traitent des données personnelles des résidents EU.
Une donnée personnelle est toute information, directe ou indirecte, qui se rapporte à une personne physique identifié ou identifiable.
Le RGPD décrit de manière claire :

- *les droits de la **Personne Concernée** ;*
- *les obligations du **Responsable du Traitement** et du **Sous-traitant ;***
- *le rôle du Délégué à la Protection des Données **DPD** ;*
- *le type d'informations reçu par le **Destinataire***
- *le rôle de l'**Autorité de Contrôle Nationale**.*

149 zettaoctets

(1…21 zéros)

données créées en 2024

La protection des données



un véritable enjeu de société


En protégeant les données à caractère personnel …
… on protège la vie
privée
à nous tous
3 Sensibilisation des élus locaux aux problématiques du RGPD - Sorin LAZARESCU - 2025


Un droit fondamental…
… un pilier de la démocratie!
4 Sensibilisation des élus locaux aux problématiques du RGPD - Sorin LAZARESCU - 2025


Le
Règlement
Général pour la
Protection des
Données
5 Sensibilisation des élus locaux aux problématiques du RGPD - Sorin LAZARESCU - 2025


Texte de référence au niveau EU
Le RGPD :
est comme un code de bonne conduite
pour protéger notre vie privée
dans le monde numérique
6 Sensibilisation des élus locaux aux problématiques du RGPD - Sorin LAZARESCU - 2025

Le RGPD

Loi européenne entrée en vigueur en **2018** pour protéger les données personnelles de tous le résidents UE, sous l'ensemble des juridictions UE

Qui est concerné?

Entreprises

Associations

Organisations publiques

… mais aussi

Entreprises hors UE traitant des données UE

Sous-Traitants

Pourquoi?

Il impose aux entreprises et organisations de

- **collecter,**
- **traiter**
- **et conserver**

les données de manière :

- **transparente,**
- **sécurisée**
- **et limitée à ce qui est nécessaire**

Quels droits?

Les individus disposent de droits renforcés, comme:

- **l'accès,**
- **la rectification,**
- **l'effacement**
- **et la portabilité**

de leurs données

En Belgique ?

La loi du 30 juillet 2018 -> loi-cadre

Dispositions qui précisent la manière dont les pouvoirs publics appliqueront eux-mêmes le RGPD

Quelles **données à caractère personnel**

Art.4

Toute **information** concernant une personne identifiée ou identifiable,

Directement:

- Nom
- e-mail
- Adresse
- Statut marital

Indirectement:

- N.N.
- No de client, etc.
- Images, films,
- 1-DPD-018 Plaque d'immatriculation

Que sont les **données sensibles**?

(au sens juridique)

Art.9

- **relatives à la santé (maladies, pathologies, blessures, etc.)**
- **biométriques (empreintes digitales, iris, mensurations, etc.)**
- **relatives aux opinions religieuses, syndicales, politiques**
- **orientations sexuelles**
- **etc.**

Que retenir du RGPD? **Les 5 nouveaux principes:**



Art. 24
Le principe de logique de responsabilisation (le plus important!)



Art. 25
Le principe de respect de la vie privée « dès la conception » d'un outil de traitement de données et « par défaut »



Art. 32
Le principe de renforcement de la sécurité « par défaut »



Art. 35
L'analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD)



Art. 23
La désignation d'un « Responsable du traitement » (RT)



Art. 37
La désignation d'un « Délégué à la Protection des Données » (DPD)

Le rôle du DPD:

Mettre en place au sein de l'administration de toute une série des **réflexes de protection de données** et créer une **nouvelle culture de la protection des données**.



Il doit bénéficier de **moyens matériels et organisationnels**, **des ressources et du positionnement** lui permettant d'exercer ses missions.

Exemples de traitements de données à caractère personnel réalisés par les **mandataires publiques**:

- Tout type de publication ou courrier destiné aux habitants
- Décisions en matière de droit à l'image
- Décisions concernant l'activité scolaire
- Approche des citoyens lors d'une campagne électorale
- Etc.

« Qui dit obligations, dit sanctions »

- **Avertissement**
- **Rappel à l'ordre**
- **Suspension temporaire ou définitive d'un traitement**
- **Publication de la décision du jugement**
- **Amendes administratives**

Le RGPD: **une opportunité** …

Améliore la **perception** des citoyens par rapport aux administrations publiques



Renforce le **lien de confiance** entre l'administration et les citoyens

Autres mission du DPO :

La directive européenne NIS2, (décembre 2022)

ou le **« RGPD de la cybersécurité »**

oblige les entreprises critiques à mieux se protéger
contre les cyberattaques et à rendre des comptes

Autres mission du DPO :

L'AI Act, (1er août 2024)

ou le **« Le feu tricolore de l'IA»**

qui fixe des règles selon approche par niveaux de risque,

Rouge pour les interdits, (surveillance de masse ou la notation sociale)

Orange pour les usages surveillés, (santé, justice, sécurité)

Vert pour les usages sûrs.

RGPD : un avantage stratégique pour les administrations publiques

Garantir la conformité au RGPD du traitement des données personnelles pour les administrations publiques est un avantage stratégique qui est beaucoup trop souvent négligé. Pourtant, cette compliance permet de renforcer la confiance avec les clients et les partenaires ainsi que limiter les risques en matière de cybersécurité, ce qui conduit à une préservation de la réputation.

Les avantages pour les administrations publiques sont multiples. On y retrouve notamment les suivants :

PRINCIPES REGLEMENTAIRES	AVANTAGE BUSINESS
COMPLIANCE GENERALE / DPO	1. **Renforcer la confiance** entre l'administration et la personne qui lui confie ses **données personnelles**. Le **traitement des données personnelles** se doit d'être établi sur une **relation de confiance**. Ces garanties sont centrales, tant elles reposent sur le contrôle de l'utilisateur sur ses données. 2. **Valoriser l'image d'une administration** sérieuse et responsable quant à la gestion des données personnelles.
EXACTITUDE DES DONNEES[1]	Contribue à constituer des fichiers à jour concernant les habitants, permettant à l'administration de **gagner en efficacité**.

MINIMISATION[2]	1. Permet de limiter la collecte aux seuls objectifs nécessaires. Cela contribue à **l'optimisation des coûts** 2. Réduire les conséquences d'une **violation de données.**
SECURITE DU TRAITEMENT[3] [4]	Garantir des **mesures de sécurité strictes** qui permettent de protéger le patrimoine informationnel de son administration. Cela assure un **développement plus serein** face à ces risques majeurs que sont les **cyberattaques** aujourd'hui.
GESTION DES SOUS-TRAITANTS[5]	L'encadrement des relations contractuelles constitue une **sécurisation majeure** dans les relations avec les sous-traitants qui traitent des données personnelles pour le compte de l'administration.
TRANSPARENCE[6]	La transparence au niveau des traitements permet de **limiter les risques** liés aux personnes concernées et **renforcer leur confiance.**

Les mesures centrales pour garantir une conformité au RGPD

Pour garantir une **conformité RGPD**, ce guide met en exergue plusieurs actions pour se conformer au RGPD.

ACTION	DESCRIPTION
LA CRÉATION D'UN REGISTRE DES TRAITEMENTS DE DONNÉES	Permet de **recenser les fichiers de données** et notamment d'identifier les activités nécessitant la collecte de données personnelles et d'indiquer la finalité de chaque traitement. La vocation de ce registre est importante en termes de **responsabilité**[7] et de pilotage de la conformité, s'il est utilisé comme tel.

INFORMATION DES UTILISATEURS	Offre la possibilité aux personnes concernées d'**exercer leurs droits** quand cela est nécessaire. Ces dispositions garantissent ainsi le **respect des droits individuels** et assurent la **sécurité juridique** de l'administration.
SECURITE DU SYSTEME D'INFORMATION	Permet de garantir l'intégrité du patrimoine de données de l'administration et de **minimiser les risques de perte de données** ou de **piratage**. La sécurisation des données par des méthodes telles que la mise à jour des logiciels, l'utilisation de mots de passe complexes et le chiffrement des données, **assure la conformité au RGPD**.

La **conformité au RGPD** constitue **un atout stratégique** majeur, bien au-delà d'une simple obligation légale. En s'assurant de respecter les principes clés du RGPD, ces administrations renforcent la confiance de leurs administrés et partenaires, tout en protégeant leur **patrimoine informationnel** contre les risques croissants de **cybersécurité.**

---

[1] Les données à caractère personnel doivent être exactes et, si nécessaire, tenues à jour ; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder ; Article 5§1 d) du RGPD

[2] Les données à caractère personnel doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ; Article 5§1 c) du RGPD

[3] Les données à caractère personnel doivent être traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées ; Article 5§1 f) du RGPD

[4] Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable du traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, … ; Article 32 du RGPD

[5] Lorsqu'un traitement doit être effectué pour le compte d'un responsable du traitement, celui-ci fait uniquement appel à des sous-traitants qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ; … Article 28 du RGPD

[6] Articles 12 à 14 du RGPD

[7] Le responsable du traitement est responsable du respect des dispositions de l'Article 5§1 du RGPD et est en mesure de démontrer que celui-ci est respecté ; Article 5§2 du RGPD

3. Présentation de la politique sociale locale du CPAS

Madame la Présidente du CPAS de Fernelmont présente les grands axes définis de la politique sociale du CPAS pour le prochain exercice et la prochaine mandature.

PRESENTATION
DU CPAS

Conseil commun novembre 2025

- 1. PERSONNEL:

- 1 DG
- ¼ tps directeur financier
- 1 comptable
- 1 employée administrative (accueil, rdv, service taxi social,,,,)
- 2 ouvriers: taxi, logements, colis alimentaires, transport pour les ILA,,,,
- 1 tuteur energie mi temps avec Ohey

- Assistantes sociales:

- 1 AS chef du service social (DG ff)
- 3 AS service social général (augmentation du cadre vu exclusions du chômage entre autre)
- 1 AS médiation de dette
- 1 AS réinsertion socio professionnelle et logements
- 1 AS ainés et personnes en situation de handicap

- 4 personnes au service repas
- 6 aides ménagères

La mediation de dettes et règlement collectif de dettes

- 17 dossier de mediation a l'amiable pour les 9 1ers mois de 2025
- 16 dossiers en gestion budgétaire

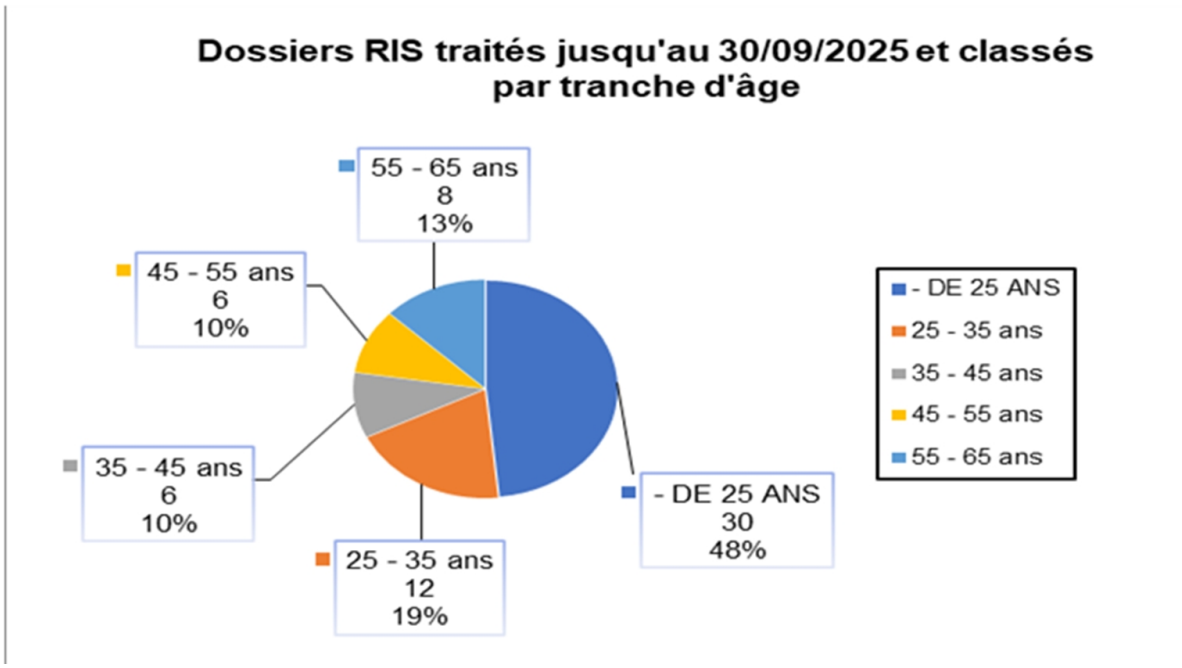
- RCD désigné par le tribunal du travail: 21 nouveaux dossiers (suivi pendant environ 7 ans)

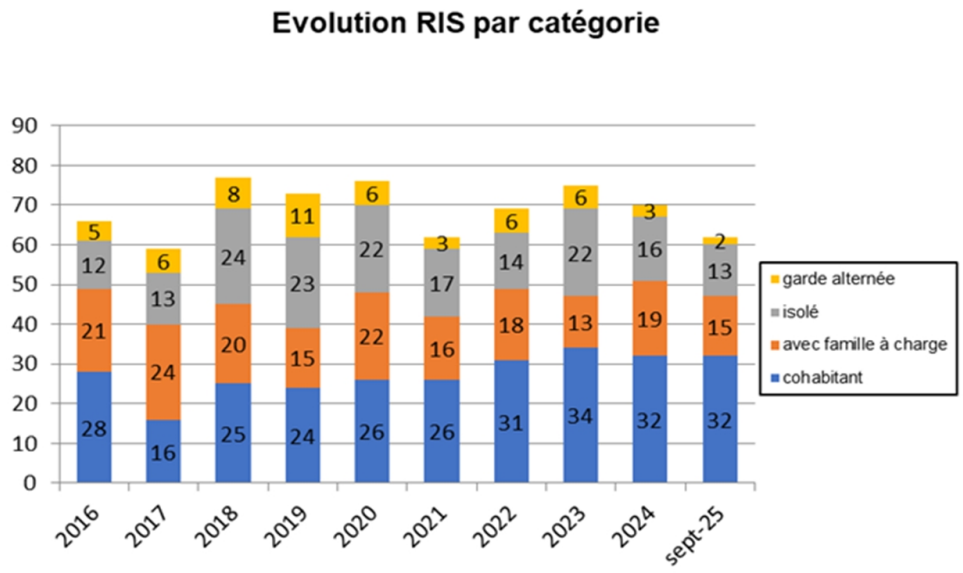
- Aide très importante qui permet de réduire le travail social et les demandes d'aides sociales

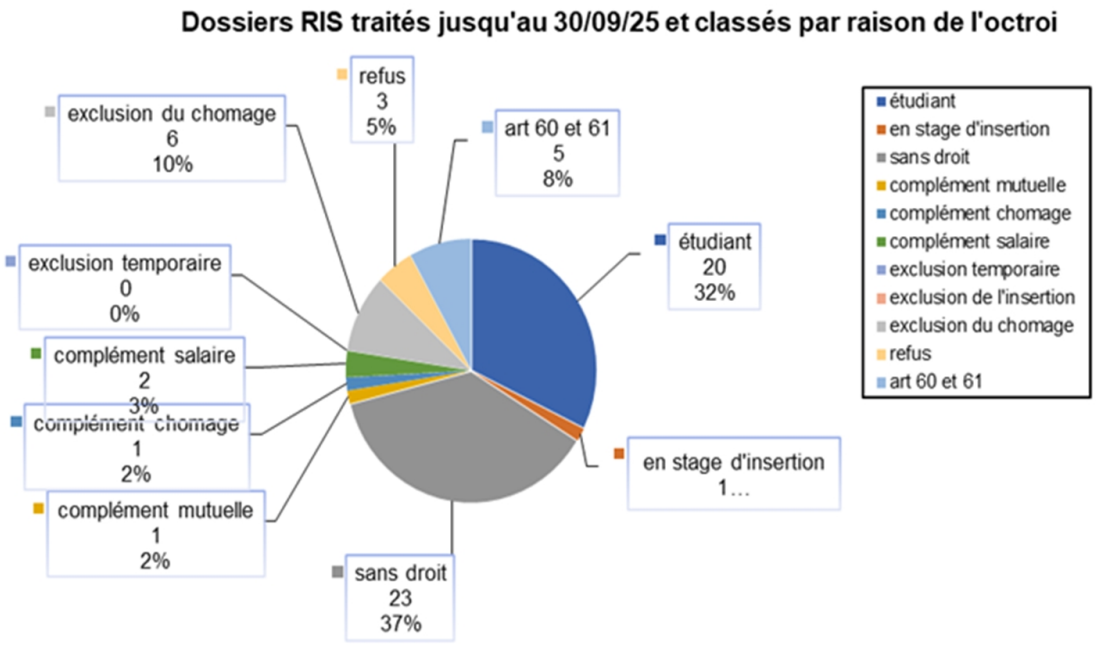
AIDES SOCIALES

- RIS:

- Tres évolutif sur l'année mais une moyenne de 40-45 RIS


Dossiers RIS traités jusqu'au 30/09/2025 et classés par tranche d'âge
55 - 65 ans
8
13%
45 - 55 ans
6
10%
35 - 45 ans
6
10%
25 - 35 ans
12
19%
- DE 25 ANS
30
48%
- DE 25 ANS
25 - 35 ans
35 - 45 ans
45 - 55 ans
55 - 65 ans


Evolution RIS par catégorie
90
80
70
60
50
40
30
20
10
0
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
sept-25
28
21
12
5
16
24
13
6
25
20
24
8
24
15
23
11
26
22
22
6
26
16
17
3
31
18
14
6
34
13
22
6
32
19
16
3
32
15
13
2
garde alternée
isolé
avec famille à charge
cohabitant



services

- Fringues et fringale

- Fringues: échange et dons accessible a tous

- Fringale: aide alimentaire, on travaille avec l'ASBL Main tendue a Namur, Saint Vincent de Paul à Eghezee, les restos du cœur, distri denrée de la Province, le Delhaize de Forville, le FSE (fond europeen d'aide aux plus demunis)

Inclusion sociale

- Articles 27, subvention supprimee pour 2026
- 65 tickets distribués en 2025 pour 17 personnes

ILA (initiative locale d’accueil)

- Presbytere d’Hingeon, deux logements de 4 personnes

- Actuellement 1 famille de Syrie et 1 du Soudan

Plaines de vacances

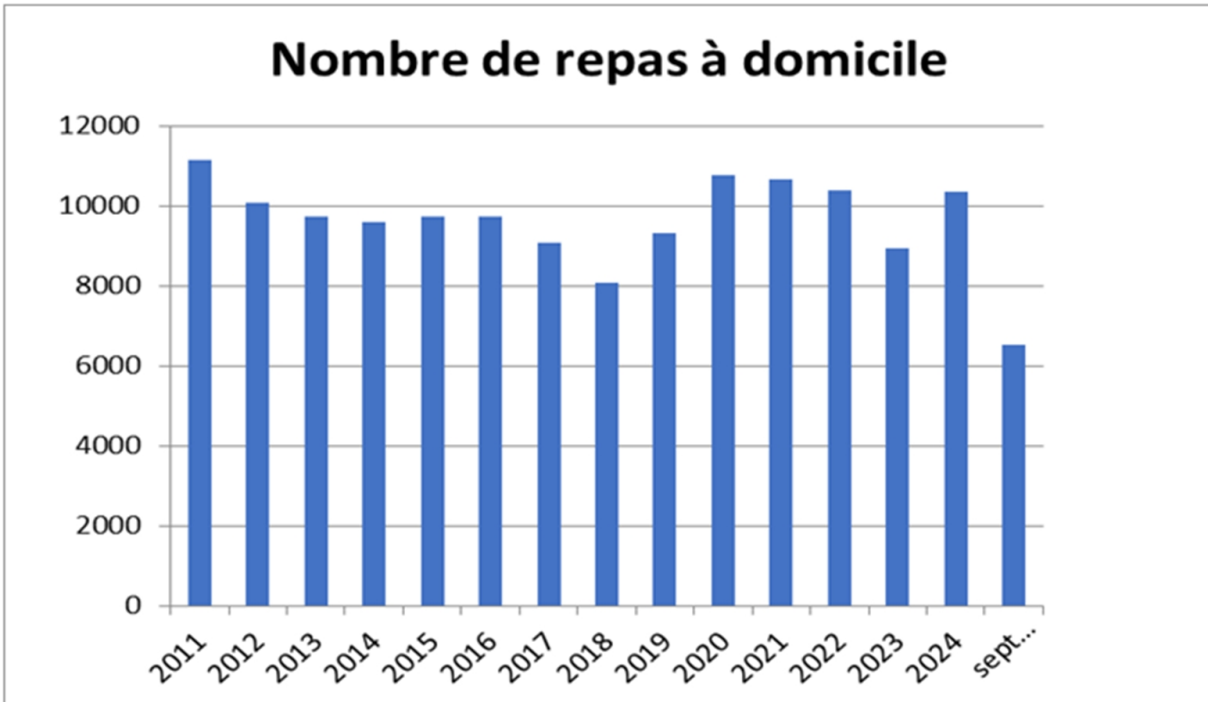
- En collaboration avec OCARINA

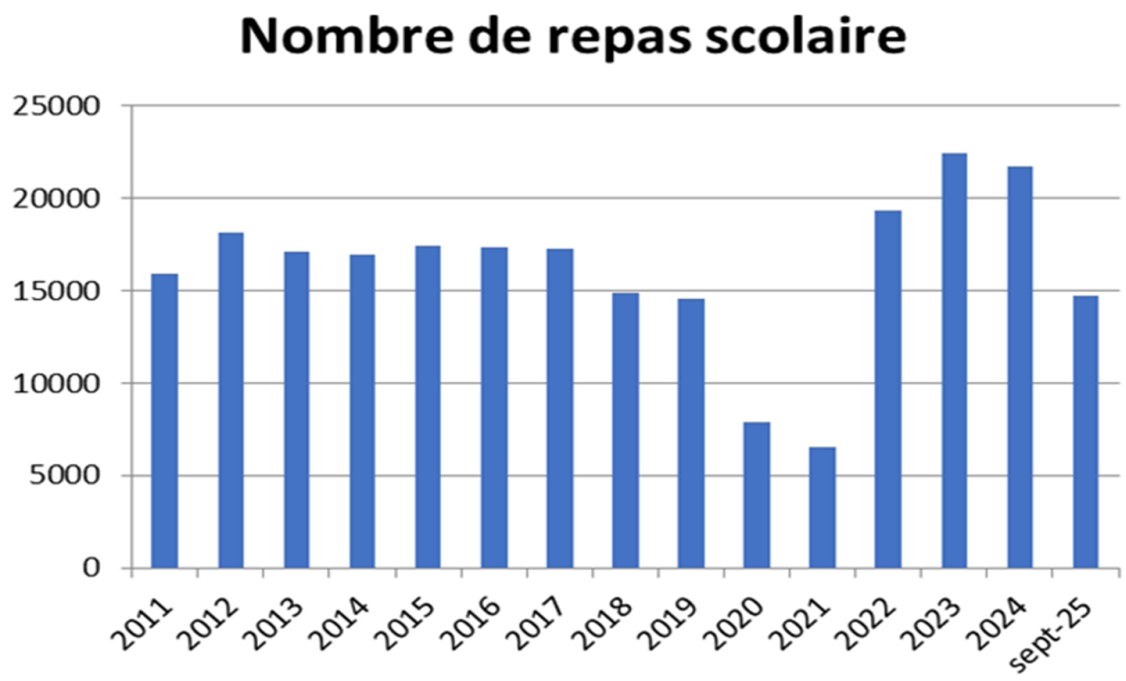
- Dans une école communale
- Permet a environ 100 enfants de l'entité d'avoir un stage de qualité, peu onéreux

Service repas (CULINOA)

- Ecoles: 3,8 euros

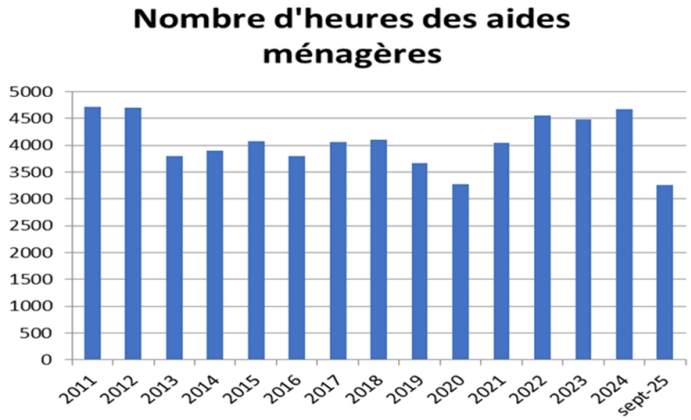
- Beneficiaires: 8 euros


Nombre de repas à domicile
12000
10000
8000
6000
4000
2000
0
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
sept...


Nombre de repas scolaire
25000
20000
15000
10000
5000
0
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2024
sept-25

Service d'aides menageres

- 8,5 euros de l'heure



- Service de televigilance: 2 premiers mois pris en charge par le CPAS
- Prime « incontinence « pour les langes adultes et les déchets lies aux dialyses
- Kit senior focus mis a disposition par le CPAS pour ses bénéficiaires, projet a l'initiative du CCA
- Gouter des aines (plus de subside mais sera maintenu)

- Handicap: Handicity, FALC, accueil de stagiaire handicapé (DUODAY), aides administratives

- Taxi social: 169 transports en 218, 476 en 2024

- 46 conventions actives

Reinsertion socio professionnelle et logements

- PIIS: Projet individualisé d'intégration sociale

- Art 60 et 61

- Gestion des 5 logements de transit (Pontillas+modulaires, Noville les bois)

BUDGET

- 2024: 2.706.000 avec une participation communale de 1.048.000 soit 38,75%

- 2025: 2.875.000 avec une participation communale de 1.174.000 soit 38,66%

ESTIMATION exclusion du chômage chiffres ONEM et estimation federation des CPAS

- Pour la période du 01/01/2026 au 30/06/2026, seront exclus à Fernelmont :
- 12 chefs de ménage
- 9 isolés
- 31 cohabitants
  Soit un total de 52 bénéficiaires d'allocations de chômage.
- En appliquant l'estimation proposée par la Fédération des CPAS (à savoir 50 % des chefs de ménage, 50 % des isolés et 10 % des cohabitants susceptibles d'introduire une demande et de remplir les conditions d'octroi du RIS), le nombre de nouvelles demandes sous forme de RIS pour cette même période serait :
- 6 chefs de ménage
- 5 isolés
- 3 cohabitants
  Ce qui représente un total de 14 nouveaux bénéficiaires.
  Ce chiffre n'inclut pas les éventuelles nouvelles demandes introduites sous forme d'aide sociale.
-
- Entre juillet 2026 et juillet 2027, 32 bénéficiaires supplémentaires devraient être exclus des allocations de chômage. En estimant qu'environ 30 % d'entre eux introduiront une demande, cela représenterait environ 11 bénéficiaires.
-

Discussion:

Monsieur le Conseiller Henquet constate que le CPAS a déjà prévu de renforcer l'encadrement social afin de faire face aux différentes réformes attendues. Il s'interroge sur le nombre d'engagements supplémentaires pour faire face aux prévisions 2026 de bénéficiaires supplémentaires.

Madame la Présidente du CPAS, Pascale Javaux, répond qu'ils souhaitent être prudents pour le début d'année. Une assistante sociale a donc déjà été engagée, la Directrice générale devrait reprendre ses fonctions courant du 1er trimestre et dans ce cas, le CPAS récupère Sophie Pitance comme assistante sociale.
Elle souligne également la collaboration accrue avec la Commune qui va dans le sens de ce qui est souhaité par la Région à savoir une mutualisation de différents services de plus en plus importante.

Monsieur le Conseiller Henquet demande si les aides APE vont être diminuées pour les CPAS. Madame la Présidente Javaux répond que la diminution des aides APE ne concerne pas les CPAS.

Monsieur le Conseiller de l'action sociale, Louis Lambert, souhaite intervenir concernant le Plan de cohésion sociale. Il y avait dans la déclaration de politique communale un souhait mis en avant de rédiger un Plan de cohésion sociale. La Région a prolongé les subsides pour les plans existants jusque 2026 mais n'a pas mentionné l'intention de renouveler ceux-ci pour les nouveaux plans. Cependant, le PST commun reprend l'élaboration d'une politique de cohésion sociale via notamment la rédaction d'un Plan de cohésion sociale et l'engagement d'un agent de cohésion. Il sollicite de savoir quelles actions concrètes seront organisées et à charge de quelles instances. Où en est-on dans l'élaboration de ce Plan? Dans le cadre actuel des réformes, ce plan risque de devenir un plan de réparation sociale. Le groupe Ecolo est partisan de la création d'un groupe de travail.

Madame la Bourgmestre indique que l'intention de réaliser un plan de cohésion sociale est toujours actuelle et ce sans l'aide de la région, puisqu'elle n'existe plus. En interne, le CPAS et la Commune mettront en oeuvre celui-ci. Il s'agit d'une des priorités de la mandature. Une réunion a déjà eu lieu afin de voir ce qui va être fait et ce qui va être postposé au regard des réformes du gouvernement, selon les priorités.

Madame la Présidente du CPAS ajoute que les deux instances réfléchissent au profil de fonction de l'agent à recruter car il y aura une partie d'aspects numériques à prendre en charge également. Le temps de mettre toutes les choses en place, cela prendra encore un petit peu de temps.

La séance est levée à 20h00.

Ainsi, fait en séance susmentionnée :

Par le CONSEIL COMMUNAL et le CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE,

La Directrice Générale,	**La Borugmestre,**	**La Directrice Générale f.f.,**	**La Présidente,**
C. DEMAERSCHALK	**C. PLOMTEUX**	**S. PITANCE**	**P. JAVAUX**
